



FOCUS : DES CHEMINOTS DANS LA RÉSISTANCE

En cette année de commémoration du débarquement allié en Normandie et de la Libération de la France, il est important de rappeler que les forces françaises résistantes de l'intérieur ont pu compter sur l'engagement d'hommes et de femmes jeunes, motivés, qui ont souvent payé de leur vie ce choix, pour que leurs enfants puissent vivre dans un pays libre. Pour rendre hommage à leur lucidité, courage, abnégation et leur mémoire, vous trouverez dans le Dossier, le récit des arrestations, condamnations et exécutions des sept cheminots du dépôt de Perrigny et d'un employé municipal le 19 avril 1944. Les cheminots ont été engagés dans la Résistance intérieure dès la défaite de 1940 et beaucoup d'entre-eux y ont perdu la vie. Tous ces jeunes hommes (29 à 34 ans), ouvriers, ajusteurs, chauffeur, cantonnier, tous syndiqués, se sont engagés au péril de leur vie. Ces hommes avaient une histoire de vie et, une femme, des enfants, des parents, des amis, qu'ils voulaient délivrer de la barbarie nazie. Pour ne pas les oublier, nous avons retracé l'Histoire succincte de leurs vies, leurs biographies, grâce aux divers documents disponibles . Afin que ce dossier soit complet, vous trouverez les biographies des officiers nazis : le commandant militaire Karl-Heinrich von Stülpnagel, qui confirme le jugement initial et le Generalfeldmarschall Wilhelm Keitel, qui rejette la demande de grâce et est à l'origine du décret Nuit et Brouillard dont l'objectif était de faire disparaître en secret les opposants des nazis Patricia Perrot

EDITO

Bien sûr que la majorité des français n'était pas dans la Résistance. Mais il est important de se souvenir de celles et ceux qui ont su dire : non à la barbarie nazie et à la nauséabonde collaboration de l'Etat Français dirigé par le maréchal Philippe Pétain. Dans le dossier de ce numéro, Jean-Louis et moi-même nous sommes attachés à redonner vie à des résistants cheminots fauchés à la fleur de l'âge, pour ne pas les oublier. Et ils sont nombreux si on se réfère à l'ouvrage de l'historien Thomas Fontaine « Cheminots victimes de la répression 1940-1945 Mémorial » Nous terminons par quelques suggestions de lectures ou sorties. Sans oublier le texte d'une chanson de circonstance de Jean Ferrat . Bonne lecture. Patricia Perrot

Vie de la section

Lundi 9 septembre nous avons repris le cours de nos réunions hebdomadaires dont le calendrier a été communiqué aux adhérents. Nous avons partagé le pot de bienvenue avec les présents. Bénigne Dupaquier a demandé de remplir les fiches de réinscription, actualisées si nécessaires. Daniel a fait un tour de tables des activités généalogiques estivales des uns et des autres. Beaucoup ont fait de la généalogie descendante active, en gardant leurs petits-enfants !!!

D'autres, ont pu étoffer leur généalogie grâce à des visites de lieux familiaux, à des rencontres de «cousins», ou ont peaufiné la saisie sur Hérédis de leurs recherches annuelles en jachère. Daniel et Jean-Louis avancent dans leur projet d'un ouvrage sur la place du 30 octobre. Certains adhérents ne seront pas des nôtres cette année du fait de problèmes de santé pour eux ou leurs proches.

Nous avons appris avec stupéfaction le décès subit de notre camarade Annie Varrault le 19 septembre. Plusieurs d'entre-nous sont allés le 27 septembre, à son enterrement à Champforgeuil, pour présenter nos sincères condoléances, à Jean-Jacques, son époux, et à sa famille Ses interventions toujours documentées, sa vivacité, son enthousiasme, son humour, sa bonne humeur, son sens du commun et sa gentillesse vont nous manquer terriblement. Patricia Perrot

NUIT ET BROUILLARD

Ils étaient vingt et cent, ils étaient des milliers
Nus et maigres, tremblants, dans ces wagons plombés
Qui déchiraient la nuit de leurs ongles battants
Ils étaient des milliers, ils étaient vingt et cent
Ils se croyaient des hommes,
n'étaient plus que des nombres
Depuis longtemps leurs dés avaient été jetés
Dès que la main retombe il ne reste qu'une ombre
Ils ne devaient jamais plus revoir un été
La fuite monotone et sans hâte du temps
Survivre encore un jour, une heure, obstinément
Combien de tours de roues, d'arrêts et de départs
Qui n'en finissent pas de distiller l'espoir
Ils s'appelaient Jean-Pierre, Natacha ou Samuel
Certains priaient Jésus, Jéhovah ou Vichnou
D'autres ne priaient pas, mais qu'importe le ciel
Ils voulaient simplement ne plus vivre à genoux
Ils n'arrivaient pas tous à la fin du voyage
Ceux qui sont revenus peuvent-ils être heureux
Ils essaient d'oublier, étonnés qu'à leur âge
Les veines de leurs bras soient devenues si bleues

Les Allemands guettaient du haut des miradors
La lune se taisait comme vous vous taisiez
En regardant au loin, en regardant dehors
Votre chair était tendre à leurs chiens policiers
On me dit à présent que ces mots n'ont plus cours
Qu'il vaut mieux ne chanter que des chansons d'amour
Que le sang sèche vite en entrant dans l'histoire
Et qu'il ne sert à rien de prendre une guitare
Mais qui donc est de taille à pouvoir m'arrêter ?
L'ombre s'est faite humaine, aujourd'hui c'est l'été
Je twisterais les mots s'il fallait les twister
Pour qu'un jour les enfants sachent qui vous étiez
Vous étiez vingt et cent, vous étiez des milliers
Nus et maigres, tremblants, dans ces wagons plombés
Qui déchiriez la nuit de vos ongles battants
Vous étiez des milliers, vous étiez vingt et cent

Paroles et musique de Jean Ferrat, 1963.

En hommage à son père et à tous ceux qui ont péri dans les camps de la Mort, victimes de la barbarie nazie.



Cela s'est passé il y a 80 ans :

Le 19 avril 1944 sept cheminots résistants du dépôt de Perrigny et un employé municipal de Dijon, étaient guillotins à la prison de Stuttgart.

Tout commença en décembre 1940, quand, en pleine Occupation, des cheminots du dépôt de Dijon-Perrigny, syndicalistes de la CGT, constituèrent un groupe de résistance et de sabotage sous la direction d'un employé de bureau du dépôt, Maurice Thuringer. Pour organiser les évasions de personnes recherchées, des sabotages de matériel, plaques tournantes, postes de transformations, ponts, grues de 30 tonnes, locomotives. Ainsi que la réception d'armes et d'explosifs.

Au printemps 1943, ils se rattachèrent à l'équipe de parachutage et sabotage de la section SNCF affiliée au mouvement CDLL *Ceux de la Libération* et au BOA *bureau des opérations aériennes*, et membres de *Résistance Ouvrière* groupe interne à la CGT. Un certain Pierre Martin, connu de l'un d'eux, le chauffeur Jean Ridet, entra dans l'équipe.

Le 14 juillet 1943, vers 22 heures, Maurice Thuringer et Jean Ridet sabotèrent à l'explosif la locomotive d'un train à grande vitesse en gare de Dijon. C'était un test pour vérifier leur aptitude à la manipulation des explosifs. Le 16 juillet, le groupe réceptionna huit conteneurs d'armes, munitions, explosifs et ravitaillements parachutés par un avion anglais sur le plateau d'Arcenant, 21. Avec le matériel récupéré, ils sabotèrent un poste transformateur de la gare de Dijon-Perrigny le 10 août et la ligne d'alimentation électrique du dépôt le 18 août.

Dénoncés à la suite du parachutage d'Arcenant, sept d'entre eux furent arrêtés dans la nuit du 30 au 31 août 1943 par la Sipo-SD de Dijon ainsi que Paul Meunier, un cantonnier de la ville, qui appartenait au groupe. Soupçonné, Pierre Martin sera abattu par la Résistance le 9 novembre 1943.

Les huit hommes furent internés à la prison de Dijon, soumis à d'affreuses tortures avant d'être jugés le 27 novembre 1943 par le tribunal de la Feldkommandantur 669 qui les condamna à mort.

Cette décision provoqua un véritable tollé chez les cheminots qui déclenchèrent un mouvement de grève le 29 novembre et des manifestations dans la ville. Le travail reprit sur intervention du préfet mais devant la menace d'une nouvelle grève le lendemain si leurs camarades n'étaient pas relâchés, une délégation du gouvernement et de la SNCF se rendit le 2 décembre à Vichy, auprès du président du tribunal, Münzrer, pour obtenir leur grâce, arguant qu'«elle aurait le plus grand effet psychologique sur tout le personnel de la région de Dijon, région dont la sensibilité s'est manifestée à plusieurs reprises...». La réponse ne venant pas, les cheminots se mirent à nouveau en grève le 2 décembre. La grève menaçant de s'étendre à d'autres sites ferroviaires (Chalon-sur-Saône, Lyon), une délégation de cheminots se rendit à Vichy et obtint la grâce des condamnés.

Le 10 décembre 1943, la peine de mort fut commuée en déportation vers l'Allemagne.

Cependant le jugement initial fut confirmé le 14 décembre par le commandant militaire en France Karl-Heinrich von Stülpnagel, son application étant suspendue à une décision du haut commandement de l'armée de terre (OKH). Les huit condamnés furent déportés et internés le 22 décembre à la prison de Karlsruhe puis le 24 décembre à la prison de Bruchsal sous le sigle "NachtundNebel", ce qui équivalait à les faire disparaître (voir page 11).

Le 13 mars 1944 la demande de grâce fut rejetée par le Generalfeldmarschall Wilhelm Keitel, chef de l'OKW. Le 3 avril, ils furent rejugés par le tribunal de la FK 669 de Dijon qui demanda l'application de la peine de mort.

Conduits à la prison de Stuttgart le 17 avril, ils furent guillotins le 19 avril à l'aube, dans la cour de la prison, de 5h21 à 5h36. Leurs corps furent ensuite transférés à la faculté de médecine d'Heidelberg où ils furent destinés à l'instruction anatomique des élèves médecins. Ils furent ensuite inhumés au cimetière d'Heidelberg. Leurs restes furent incinérés en 1947.

Les urnes contenant les cendres d'André Dubois, Raymond Gaspard, Raymond Pageaux, Maxime Perreau, Jean Ridet seront rapatriées en France à partir de 1949 et inhumées dans une tombe individuelle du carré des fusillés, au cimetière des Péjoces à Dijon. Celles de Jean Tamigi et Maurice Thuringer se trouvent à la Nécropole nationale du Struthof, à Natzwiller (67).

Une plaque est apposée dans la cour de la gare de Dijon-Ville, «1939 - 1945 A la mémoire des sept cheminots résistants décapités par les nazis le 19 avril 1944 à Stuttgart ». Paul Meunier figure sur la plaque apposée à la mairie de Dijon.

Les 8 condamnés :

- André, Jean DUBOIS, né le 28 juin 1914 à Ouges (21), ouvrier*
- Raymond, Gabriel, François GASPARD, né le 26 août 1910 à Gevrey-Chambertin (21), ajusteur*
- Paul, Nicolas MEUNIER, né le 14 mars 1911 à Molinot (21), cantonnier municipal*
- Raymond Victor PAGEAUX, né le 20 septembre 1911 à Mont-lès-Seurre (71), ajusteur*
- Maxime, Pierre PERREAU, né le 4 juin 1909 à Pouillenay (21), ajusteur*
- Jean, Pierre, Élie RIDET, né le 6 avril 1911 à Sainte-Croix (71), mécanicien chauffeur*
- Jean, Pierre TAMIGI, né le 16 janvier 1910 à Allevard (38), ouvrier ajusteur*
- Maurice THURINGER, né le 20 juillet 1910 à Jarny (54), ouvrier*

André Jean DUBOIS

Né le 28 juin 1914 à Ouges, 21, (acte n°11, vue 105/150, AD21 en ligne), il est le fils de Edmond Toussaint DUBOIS, brigadier-poseur au PLM et de Émélie Ernestine Marie TILLETTE, garde-barrière. Il s'est marié le 27 juillet 1935, à Dijon, 21, (acte n°374, vue 71/146, AD 21 en ligne FRAD 021 EC 239/593), avec Raymonde Lucie RÂLE. née le 21 novembre 1914 à Lille (59), fille de Adrien, Jules RÂLE, mécanicien et de Lucie OSWALD, concierge. . Ils auront deux enfants : Marcel et Bernard.

Après son service militaire avec la classe 1934 au 186^{ème} R.A.L.T. (régiment d'artillerie lourde tractée), caserne Junot à Dijon, il a été mobilisé comme caporal, en 1939-1940. (Recensement militaire n° 2306//28614, classe 1934, AD 21). Il a été embauché le 7 décembre 1936 comme ouvrier au dépôt PLM puis SNCF de Dijon-Perrigny,21.

Son père, Edmond Toussaint est né à Allerey (21) le 7 novembre 1867 , entre journalier au PLM le 18.02.1900 à Serrigny. Puis poseur (1901), brigadier poseur (1908), assermenté le 24 mai 1909 à Dijon, chef de canton en 1919 jusqu'à sa mise à la retraite normale le 1^{er} octobre 1929. Il a reçu la médaille d'Honneur des chemins de fer. (Fiche n°40567, cote 1995 63 124, A.N.M.T.) Sa mère, Émélie Ernestine Marie TILLETTE, née le 30 mars 1875 à Courbevoie (92), a épousé son père le 22 juillet 1896, ils auront 3 enfants. Elle n'a pas de fiche aux ANMT mais elle est dite garde-barrière en 1914 à la naissance de son fils André Jean.et ils ont habité le P N. du chemin vicinal n°1, Longvic (21) en juillet 1903, puis le P.N du c.v.n°5, Ouges (21) en mars 1908.

André Jean DUBOIS a été arrêté par la Gestapo à son domicile rue de l'Arquebuse, Dijon, le 31 août 1943. Il a été déclaré *Mort pour la France* le 3 mars 1947, lui ont été décernées à titre posthume, la Croix de Guerre le 21 mars et la Médaille de l'Ordre de la Libération, par décret du 31 mars 1947. Il a reçu le titre de *Déporté Résistant* le 7 mars 1951 et déclaré *Mort en Déportation* le 3 juin 1991. (dossier SHD Vincennes n° GR 16 P193898, SHD Caen n° AC 21 P 445282).

André Jean est décédé le 19 avril 1944 à Stuttgart en Allemagne, ses cendres reposent depuis 1947 dans une tombe individuelle du carré des fusillés du cimetière des Péjoces à Dijon..

Raymond, Gabriel, François GASPARD

Né le 26 août 1910 à Gevrey-Chambertin, 21, (acte n°41, vue 87/326, reg FRAD 021 EC 303/01, A.D.21 en ligne), il est le fils de Jules GASPARD, représentant de commerce et de Laure Louise GENEVOIX, modiste. Il s'est marié le 16 avril 1932 à Boux-sous-Salmaise (21), (acte n°4, vue 120/161, reg FRAD 021 EC 101/009, AD 21 en ligne), avec Irène Laurence Louise JEANNIN (née le 11 juillet 1909 les Bordes, Boux-sous-Salmaise, fille de Jules Irénée JEANNIN, retraité du PLM et de Marie Félicité PARRIAUX, S.P. Ils ont eu une fille, Ghislaine, née le 15 juillet 1943.

Recensé avec la classe 1930, il effectue son service militaire et, en 1939/1940 il est soldat de 2^{ème} classe. (Recensement militaire Dijon, Registre R2659, n° matricule 1723, Venarey, registre R2656, consultable aux AD 21, rue Jeannin, Dijon).

Il entre au chemin de fer le 11 janvier 1937, ouvrier et ajusteur au dépôt PLM puis SNCF de Dijon Perrigny. Le 1^{er} mars 1943 il entre dans le réseau de Résistance C.D.L.L., groupe Surcouf, et membre de l'équipe parachutage et sabotage du dépôt de Perrigny et de Résistance Ouvrière.

Raymond GASPARD a été déclaré *Mort pour la France* le 28 juillet 1946, homologué au grade de *sous lieutenant Combattant FFI* le 30 juillet 1946, déclaré *Déporté Résistant* en février 1952 et *Mort en Déportation*, arrêté du 10 août 1992. Il a reçu à titre posthume, le 24 avril 1946, la Légion d'Honneur, la Médaille de la Résistance et la Croix de Guerre, (J.O.17 mai 1946). Dossier SHD Caen n°AC21 P 453959, AC21 P 189085, SHD Vincennes n° GR 16P 245126 et GR 28P 1144).

Son père, Jules GASPARD, né le 27 octobre 1884 à Vouziers (08), représentant de commerce, fils de luxembourgeois, est décédé suite de blessures le 4 août 1918 et a reçu à titre posthume la croix de guerre et la médaille militaire. (Recensement militaire AD 08 en ligne, n°480, 1R193, registre 1905). Raymond GASPARD a été adopté comme pupille de la Nation (tribunal Dijon 3.12.1918).

Sa mère, Laure Louise GENEVOIX, née le 30 janvier 1884 à Gevrey-Chambertin, est modiste. Elle épouse Jules GASPARD le 29 septembre 1909 à Gevrey-Chambertin (acte n° 54, vue 60/326, registre FRAD 021 EC 303/019, AD 21 en ligne).

Son beau-père, Jules Irénée JEANNIN, né le 30 septembre 1869 aux Granges Narboz (25), classe 1889, effectue son service militaire au 4^{ème} régiment d'infanterie de Marine du 15 novembre 1890 au 25 septembre 1893, avec le grade de caporal. Il entre au chemin de fer, poseur-auxiliaire au PLM le 1^{er} juin 1894, puis poseur l'an suivant, il réside à Mesnay-Arbois (39). Le 22 juin 1895, il épouse Maria Félicité Adélaïde PARRIAUX à La Cluse et Mijoux (25) (née le 8 janvier 1870 aux Fourgs, 25). Le 1^{er} juillet 1898, il devient homme d'équipe, au service exploitation, en gare de Magny. (fiche ANMT, Roubaix, n°35 953 cote 1995 63 105)

Après son décès, le 19 avril 1944, il a été, en 1947, transféré dans une tombe individuelle du carré des fusillés du cimetière des Péjoces à Dijon. Enregistrement décès n°93 en 1944 (cote 3 Q 9/345, vue 107/251, décédé à Stuttgart, domicilié 11 rue d'Auxonne, déclaration n°21 du 16 janvier 1947).

Paul Nicolas MEUNIER

A vu le jour le 14 mars 1911 à Molinot, 21 (acte n°7/4, vue 253/323, reg. FRAD 021 EC 419/008, AD 21 en ligne). Il est le fils de Louis MEUNIER, poseur à la Cie PLM et de Denise Eugénie MARCHAND, garde-barrière (mariés le 18 novembre 1901 à Bligny-le-sec,21).

Marié en premières noces le 8 septembre 1934 avec Marie Thérèse PASTORE à Dijon (21), (acte n° 445 vue n° 84/136, FRAD 021 EC 239/588, AD 21 en ligne), ils ont divorcé le 29 avril 1935, (jugt. transcrit le 7 juillet 1936 acte n°344I, vue n°64/138). Il a épousé, en seconde noces, le 10 août 1936, à Dijon, Marguerite Henriette Geneviève MUZEAU, couturière, née à Dijon le 10 juin 1913 (acte n°602, 177/201, reg. FRAD 021 EC 239/498) et décédée avant le 19 avril 1944. Fille de Pierre Alfred MUZEAU, manoeuvre au PLM et de Marie Marguerite SEGUENOT, S.P., (acte de mariage n° 400, vue 74/138, reg. FRAD 021 EC 239/598, AD 21 en ligne). Ils n'ont pas eu d'enfant. Paul Nicolas MEUNIER était cantonnier municipal de la Ville de Dijon.

Il a été déclaré *Mort pour la France* le 2 janvier 1947 et *Mort en Déportation* le 3 juillet 1995. Homologué pour faits de la Résistance, dossier SHD Vincennes GR 16 P414504.

Son père Louis MEUNIER, né le 20 octobre 1875 à Savigny-les-Beaune (21) est entré le 1^{er} février 1900, journalier au chemin de fer PLM, à Mâlain Le 1^{er} février 1901, nommé poseur, il réside à Vosne-Romanée. Il se marie le 18 novembre 1901 avec Denise Eugénie MARCHAND. En janvier 1903, il réside à Blaisy-Bas, dès juin 1905 il a résidé sur les P.N tenus par son épouse. Cantonnier en janvier 1919 il est mis en retraite le 1^{er} janvier 1923. (Fiche ANMT n° 35953, cote 1995 63 105). Sa mère, Denise Eugénie MARCHAND, est née le 10 octobre 1882 à Bligny-le-Sec (21). Elle a été garde-barrière de la Cie PLM le 1^{er} juin 1905 au P.N. n°4 ligne Molinot à Epinac, Molinot puis le 1^{er} août 1916 au P.N. n°53, Dijon à Saint-Amour, Pontoux,71. Elle a bénéficié d'une retraite anticipée en date du 1^{er} août 1934. (Fiche ANMT Roubaix n°44077, cote 1995 63 138).

Paul Nicolas MEUNIER est décédé le 19 avril 1944, à Stuttgart en Allemagne. (acte transcrit le 22 octobre 1946 à Dijon). Ses cendres ont été déposées dans des urnes du cimetière d'Heidelberg. Enregistrement du décès n°11 en 1944 (série 3 Q 9/345, vue 164 /251, AD 21 en ligne) n° de déclaration 203 du 3 mars 1947.

Raymond Victor PAGEAUX

Est né le 20 septembre 1911 à Mont-les-Seurre (71). Fils d'Henri PAGEAUX, né le 27 mars 1885 à Mont-les-Seurre, et de Delphine GEY, cultivateurs. Il s'est marié le 15 novembre 1934 à Dijon avec Pauline LÉCRIVAIN, couturière, née le 5 novembre 1909 à Nuits-Saint-Georges, fille de Henri Marie LÉCRIVAIN et de Marie CHAUVENET, ouvrière aux Tabacs; (acte n°584, vue 109/136, registre frad_021_239_2 e239 art543_0109, AD 21 en ligne). Ils ont eu deux enfants. Recensement classe 1931, registre R2666, n° 2301 (D5), AD21, à consulter sur place.

Raymond Victor est adopté « Pupille de la Nation » en octobre 1918, suite au décès de son père à la Grande Guerre. Il entre comme apprenti ajusteur à la Cie PLM à Dijon à 14 ans puis ajusteur au dépôt de Perrigny-les-Dijon. Dès la fin 1940, il crée le groupe résistance et sabotage du dépôt de Perrigny puis rejoint *Résistance Ouvrière* groupe de la CGT fin 1942 début 1943.

Raymond PAGEAUX est déclaré *Mort pour la France*. Il a reçu à titre posthume, la Médaille de l'ordre de la Libération , (décret du 22 septembre 1953, J.O. 27 octobre 1953). Membre des F.F.C., D.I.R., F.F.I., C.D.L.L. Action, Déporté Résistant (Dossiers SHD Vincennes GR 16 P 454235 et SHD Caen AC 21 P 654493°).

Son père est *Mort pour la France*, tué à l'ennemi dans la Meuse le 24 octobre 1916.

Son beau-père Henri Marie LÉCRIVAIN est également décédé le 3 juillet 1916.

Guillotiné le 19 avril 1944, dans la cour de la prison de Stuttgart, enterré puis incinéré à Heidelberg, ses cendres furent rapatriées en France, au cimetière des Péjoces à Dijon, dans le carré des fusillés. Enregistrement du décès n°92 en 1944, (série 3Q 9/345 vue n° 195/251) : domicilié 12 bis rue de Suzon, Dijon. Déclaration partielle n°196 (26 février 1947) et n°739 (10août 1948).

Maxime Pierre PERREAU

Est né à Pouillenay (21) le 4 juin 1909. Fils de Frédéric PERREAU, brigadier-poseur au PLM et sa mère, Marie Céline Emélie MANIÈRE, S.P. (acte n°17, vue 143/26, reg. FRAD 021 EC 500/009, AD 21 en ligne). Il s'est marié avec Noémie BILLARD (née 20 novembre 1911 à Sainte-Sabine, 21 et décédée 23 octobre 1998 à Dijon). Leur fils, André Louis Frédéric avait 3 ans à son décès.

Classe 1929, Dijon, matricule 56 (registre R2645, AD 21 à consulter sur place).

Entré en 1921 à l'école d'apprenti du chemin de fer, il devint ajusteur au dépôt de Dijon-Perrigny. Dès fin 1940 il crée avec ses camarades le groupe de résistance et sabotage du dépôt. Il sera membre de *Résistance Ouvrière*.

Il a reçu la Médaille de l'Ordre de la Libération, à titre posthume (décret du 24 avril 1946, J.O. du 17 mai 1946). Il a le statut de militaire, F.T.P., F.F.C., D.I.R., F.F.I., et CDLL Action (dossiers SHD Caen AC 21 P 129702 (militaire) AC 21 P 524453 (mort en déportation), SHD Vincennes GR 16 P 468128 et GR 28 P 1189).

Son père, Frédéric PERREAU, né le 30 juin 1869 à Marigny-le-Cahouët, 21, a été brigadier poseur à la Cie PLM et est décédé le 19 décembre 1943 à Dijon (21). Il a épousé le 18 novembre 1896 à Pouillenay (21), sa mère, Marie, Céline, Emélie MANIÈRE, née le 24 septembre 1872 à Pouillenay qui est décédée à Dijon, le 21 novembre 1953. Ses parents ont eu trois enfants et sa sœur aînée Juliette née en 1895 a été employée au PLM.

Décédé le 19 avril 1944 à la prison de Stuttgart, il a été enterré en 1947 dans une tombe du carré militaire du cimetière des Péjoces de Dijon (21). Enregistrement après décès n°93 de 1944, Dijon (registre 3Q 9/345, vue 195/251) Quand il est décédé, il était domicilié 30 rue des Buttes à Dijon.

Jean, Pierre, Elie RIDET

Né le 6 avril 1911 à Sainte Croix, 71, il est le fils de Jean, Pierre, Marie RIDET et de Marie, Séverine, Florentine PUTIN, cafetiers à Dijon. Il s'est marié le 7 août 1935 à Dijon(21) avec Marie Louise COLLOT, couturière, née le 28 mai 1910 à Contrexéville (Vosges), fille reconnue de Julie Hortense dite Camille COLLOT, cuisinière (acte n°389, vue n°74/146, registre FRAD 021 EC 239/593 Dijon 1495-1938, AD 21 en ligne).

Jean, Pierre, Elie a fait son service militaire dans la marine, il a fait la campagne de 1939/1940 comme matelot de 1^{ère} classe dans les ateliers de la base sous-marine de Toulon. Recensement militaire Dijon classe 1931, matricule n°440, registre R 2662, AD 21 à consulter sur place.

Il exerçait le métier de tourneur sur métaux puis entra au PLM le 1^{er} septembre 1936 comme chauffeur sur les locomotives à vapeur du dépôt SNCF de Dijon-Perrigny.

Dès la fin de 1940 il créa avec ses camarades du dépôt, le groupe de résistance et sabotage du dépôt de Dijon –Perrigny et devint membre de Résistance ouvrière.

Jean, Pierre, Louis a été décoré à titre posthume de la médaille de la Résistance le 31 mars 1947 (J.O. du 26 juillet 1947). Il a reçu la mention *Mort pour la France* le 29 mai 1947, déclaré *Déporté Résistant* le 25 mars 1952 et *Mort en déportation* le 31 juillet 1997. Il a été homologué comme chargé de mission de 3^{ème} classe FFC, en qualité de sous-lieutenant le 22 décembre 1950. (Dossier SHD Caen AC 21 P 531012)

Après son décès le 19 avril 1944, ses cendres furent transférées le 1^{er} septembre 1949 pour être inhumées au cimetière des Péjoces, à Dijon, dans le carré des fusillés.

Jean, Pierre TAMIGI

Né le 16 janvier 1910 à Allevard, 38, il est le fils d'Henri TAMIGI, peintre puis quincaillier et d'Adrienne PERRIN-GOURON. Il s'est marié à Grenoble (38) le 28 décembre 1935 avec Chiarina, Amalia CERON avec qui il aura un enfant.

Jean, Pierre a été embauché le 1^{er} avril 1937, apprenti au dépôt de Dijon-Perrigny. Il devint ouvrier ajusteur au dépôt des ateliers SNCF de Dijon-Perrigny et se syndiqua à la CGT.

Engagé tôt dans la Résistance, il crée dès 1940 le groupe résistance et sabotage du dépôt avec ses camarades. Il était membre de Résistance Ouvrière et membre du réseau de Résistance Intérieure Française (R.I.F.), de Résistance Fer et de « Ceux de la Libération ».

C'est à son domicile 39 rue de la Chapelle Saint-Louis à Dijon qu'il a été arrêté dans la nuit du 30 au 31 août 1943 par la Sipo-SD de Dijon.

Il a reçu la mention *Mort pour la France*, homologué FFC, statut de *Déporté, Interné, Résistant*, et *Mort en Déportation* le 19 juillet 1999. Il a reçu, à titre posthume, la Médaille de la Résistance Française le 20 juin 1947 et la Médaille de l'Ordre de la Libération (décret du 31 mars 1947, J.O. du 26 juillet 1947), et grade de sous-lieutenant (dossier SHD Caen cote AC 21 P 157951, SHD Vincennes cote GR 16P 561694)

Après son exécution le 19 avril 1944 à la prison de Stuttgart avec ses camarades, ses cendres ont été inhumées dans la nécropole nationale du Struthof à Natzwiller (Haut-Rhin), carré J, rang 3, tombe 5

Maurice THURINGER

Est natif de Jarny, 54, le 20 juillet 1910. Fils de Léon THURINGER, mécanicien, et de Jeanne, Henriette JACQUOT. (TD Jarny 1873-1932, 2E271/TD2, page 37/310). Le 22 mai 1935, il a épousé Yvonne GANDREY (née le 12 juin 1913 à Puligny-Montrachet (21), acte n°17, vue 59/271, registre FRAD 021 EC 512/015 aux AD21 en ligne) à Meuilley (21). Dont il aura un fils, âgé de 10 ans à son décès.

Ouvrier au dépôt de Dijon-Perrigny, il crée avec ses camarades du dépôt, le groupe Résistance et sabotage et devient membre de Résistance ouvrière.

Il a reçu la mention *Mort pour la France* le 11 avril 1947, il a reçu le grade de lieutenant des FFC au titre de la 7^{ème} région militaire le 1^{er} août 1943 et celui de capitaine le 1^{er} août 1944 à titre posthume au titre des forces combattantes de l'Intérieur, réseau César Buckmaster, (J.O. des 13 juillet et 11 novembre 1947, homologation des personnels des FFI disparus), (dossiers au SHD Vincennes GR 16 P570926, SHD Caen AC21 P557677 cote AC 21 P 159404) et déclaré *Mort en Déportation* le 20 novembre 2011.

Son épouse, Yvonne GANDREY a un dossier au SHD Vincennes GR 16 P 241656, au titre de CDLL Action, FFC, Déportés et Internés de la Résistance, (cf.: Mémoire des Hommes)

Suite à son exécution le 19 avril 1944 à la prison de Stuttgart ses cendres ont été inhumées dans la nécropole nationale du Struthof à Watzwiller (Haut-Rhin), carré F, rang 2, tombe 39.

Réseau de Résistance César Buckmaster:

Le 19 juillet 1940, alors que toute l'Europe est en guerre, Winston Churchill, Premier ministre britannique, décide de mettre en place des réseaux de renseignements, de sabotage, de parachutage d'hommes et d'armes, et l'évasion de pilotes tombés chez l'ennemi. Pour la France, c'est le colonel Maurice Buckmaster qui est chargé d'organiser les 93 réseaux SOE (Spécial Operations Exécutive). Les Américains détachent le commandant Floege pour participer à ces réseaux. Plusieurs antennes sont créées dans presque toute la France: de Marseille, le réseau remonte la vallée du Rhône (et même davantage) jusqu'à Annecy, où un PC est installé en mars 1943 à Saint-Jorioz. Le réseau s'étend à travers tout l'hexagone grâce à des antennes créées en Normandie, dans l'Oise, dans le Jura, à Paris et dans l'Yonne. Les agents du réseau disposent de moyens matériels importants: armes, émetteurs radio, argent, grâce aux nombreux parachutages réceptionnés. Après le débarquement de Normandie, le réseau crée des maquis. (*César était le nom de code d'Harry Ree, capitaine anglais du SOE, parachuté en France pour créer et coordonner en Franche-Comté le réseau de résistance « César-Stockbroker », actif en Franche-Comté et en Bourgogne entre 1942 et 1944, sous l'égide du colonel Maurice Buckmaster*).

La Médaille de la Résistance française ou Médaille de l'Ordre de la Libération



Médaille de la Résistance française



Hôtel des Invalides, Paris,
siège de l'Ordre de la Libération

La médaille de la Résistance française est instituée à Londres le 9 février 1943 par le général de Gaulle.. «Destinée à reconnaître les actes remarquables de foi et de courage qui, en France, dans l'Empire et à l'Étranger, auront contribué à la Résistance du peuple français contre l'ennemi et contre ses complices depuis le 18 juin 1940», elle ne reconnaît pas seulement les titres des résistants de l'intérieur ; elle récompense également le ralliement de troupes, navires, avions ou territoires à la France libre ainsi que les importants services rendus à la France combattante. Cette création de la médaille de la Résistance s'inscrit dans le processus de reconnaissance et d'unification de la Résistance au moment où, en métropole, les Mouvements unis de Résistance viennent de se constituer et que le Parti communiste vient d'adhérer à la France combattante et où, le général Giraud, soutenu en Algérie par les Américains, conteste la légitimité du chef des Français libres.

La naissance de la médaille de la Résistance française répond à une triple nécessité :

- 1.) d'établir dans le champ de l'économie morale de la reconnaissance de l'État une nouvelle décoration devant témoigner, en récompensant ses meilleurs éléments, du combat inédit mené par la France combattante.
- 2.) d'ouvrir plus largement ce champ de la reconnaissance, au-delà de la croix de la Libération, dont l'attribution devait rester exceptionnelle.
- 3.) de faciliter l'union des résistances intérieure et extérieure sous l'autorité du général de Gaulle. C'est d'ailleurs lui qui consacre le lien organique entre l'Ordre de la Libération et les médaillés de la Résistance française en conférant au premier le service des seconds.

La médaille de la Résistance, qui figure au 10e rang des décorations françaises, est, depuis le 1er avril 1947, accordée uniquement à titre posthume et selon des conditions très précises. À ce jour, 64 963 médailles ont été décernées (8,7 % à des femmes). Elle a également été conférée à 18 collectivités territoriales (17 communes de métropole et la Nouvelle-Calédonie), à 22 unités militaires et à 15 autres collectivités (lycées, hôpitaux, couvents, etc..).

L'Ordre de la Libération s'efforce depuis plusieurs années de mieux faire connaître les médaillés de la Résistance dont quelques dizaines sont aujourd'hui encore en vie. En 2023, l'Ordre a édité une brochure historique, publié un article scientifique à partir d'un échantillon de 2 000 médaillés, mis progressivement en ligne sur son site Internet des parcours de médaillés et lancé une collecte nationale d'archives privées afin de renforcer les fonds documentaires nécessaires à l'étude des médaillés de la Résistance française. Autant d'initiatives visant à mettre en lumière ces hommes et ces femmes de l'ombre.

Biographie des officiers nazis susnommés

Karl-Heinrich von Stülpnagel

est né le 2 janvier 1886 à Berlin, dans une famille de militaires de carrière, la noblesse d'épée. Après sa participation à la première guerre mondiale, il monte progressivement en grade jusqu'à devenir generalleutenant (général de division dans l'armée française) de l'Etat-major en 1937. Dès 1939, il devient méfiant à l'égard du régime nazi, se lie avec des opposants à la guerre, mais continue de participer en acceptant de se battre sur le front russe jusqu'en octobre 1941. Puis il est nommé de février 1942 à juillet 1944, commandant en chef des forces d'occupation (il est alors general der infanterie ce qui correspond à général de corps d'armée dans l'armée française). Il exerce à ce titre des représailles contre la population civile à la suite d'attentats perpétrés par la Résistance française. Mais conscient que Hitler mène l'Allemagne à sa perte il devient membre d'un groupe d'officiers opposants et est mêlé à l'attentat du 20 juillet 1944. Pensant qu'ils ont réussi, il fait arrêter 1200 SS et leurs officiers mais ne réussit pas à rallier tous les commandants. Convoqué à Berlin, il se tire une balle dans la tête au bord de la Meuse. Sauvé in extrémis par son chauffeur, aveugle et diminué, il est arrêté, amené à Berlin où il sera jugé et condamné à mort le 30 août 1944. Pendu à un croc de boucher le même jour à la prison de Plötzensee. Son corps sera envoyé à l'institut d'anatomie de l'université de Berlin.

Une tombe d'honneur sera édiflée près de la tombe de ses parents dans le cimetière Hauptfriedhof de Francfort.

Wilhem Keitel,

né le 22 septembre 1882 près de Hanovre, dans une famille de grands propriétaires fonciers, s'enrôle dans l'armée en 1901 comme cadet. Pendant la première guerre mondiale, il sert sur le front de l'Ouest en qualité de commandant de batterie. En septembre 1914 il est blessé au bras droit par un éclat d'obus en Flandres et est affecté en 1915 à l'Etat-major. En 1924, il fait partie du « bureau des troupes » de la République de Weimar (c'était en fait le ministère de la guerre). En 1933, il devient le chef de service du ministère de la Défense du gouvernement nazi d'Hitler, à Berlin. Le 1^{er} décembre 1933 il prend un commandement à Postdam où il prépare secrètement une manufacture d'armes. Ce dépôt servira aux SS lors de la Nuit des Longs Couteaux. En 1937, il est nommé général et en 1938 chef du Grand Etat-major (OKW : Haut commandement des forces armées) permettant à Hitler de mieux contrôler la Wehrmacht. Le 22 juin 1940, il signe l'armistice franco-allemand à Rethondes. Nommé maréchal en juillet 1940, cet exécutif zélé des ordres d'Adolf Hitler couvre de son autorité toutes les décisions militaires ainsi que les mesures de terreur adoptées dans les territoires conquis, portant notamment sur l'exécution des commissaires politiques de l'Armée rouge, des otages et des prisonniers NN. Il va présider le tribunal militaire qui exclut de la Wehrmacht les officiers qui ont organisé l'attentat du 20 juillet 1944, les transfère devant un tribunal civil et non militaire afin qu'ils soient éliminés. Le 8 mai 1945, à Berlin, il signe les actes de capitulation de l'Allemagne en tant que chef de la délégation. Il est arrêté le 13 mai 1945 par les forces armées américaines.

Il a été condamné à mort et exécuté par pendaison le 16 octobre 1946 à Nuremberg pour : « plan concerté ou complot, crimes contre la paix, crimes de guerre, crimes contre l'humanité », en raison de son rôle prépondérant dans la guerre d'extermination à l'Est. Il lui est reproché, notamment, le mauvais traitement infligé aux prisonniers de guerre soviétiques (60 % des 5,7 millions de prisonniers de guerre soviétiques moururent au cours de la guerre, victimes de privations, de sévices ou exécutés) et d'avoir ordonné l'exécution des pilotes alliés évadés qui avaient été repris (et qui firent l'objet du film *La Grande Evasion*). Il est un des instigateurs du décret «**Nuit et Brouillard**».

«Nuit et Brouillard»

Il s'agit de l'application des directives d'un décret du 7 décembre 1941 signé par le maréchal Wilhelm Keitel et ordonnant la déportation de tous les ennemis ou opposants du Troisième Reich. En application de ce décret, il était possible de transférer en Allemagne les ressortissants des pays occidentaux occupés (France, Norvège, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg. Le Danemark et les pays de l'Est étant exclus du champ d'application des directives¹) représentant « un danger pour la sécurité de l'armée allemande » (saboteurs, résistants, opposants ou réfractaires à la politique ou aux méthodes du Troisième Reich) et à terme, de les faire disparaître dans un secret absolu. L'expression "Nuit et brouillard" (en allemand "Nacht und Nebel" ou NN) désigne les déportés politiques destinés à périr sans laisser de trace dans les camps d'extermination allemands pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle est également utilisée pour évoquer la Shoah et commémorer les victimes des camps de concentration nazis

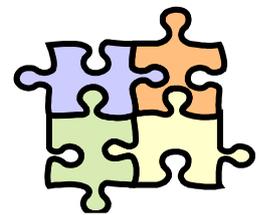
Petit Lexique des abréviations :

A.D. 21: Archives départementales de la Côte d'Or.
A.N.M.T.: Archives Nationales du Monde du Travail, situées à Roubaix.
B.N.F.: Bibliothèque Nationale de France
F.F.I.: Forces Françaises de l'Intérieur
F.F.C.: Forces Françaises Civiles
F.F.P.: Francs Tireurs et Partisans Français
J.O.: Journal Officiel
P.N.: Passage à Niveau
S.H.D.: Service Historique de la Défense. À Vincennes ou à Caen (dossiers des personnes internées en camps de concentration)

Une précision : les résistants déportés ont bien été *guillotiné*s et non pas *décapité*s à la hache comme employé à tort dans certains documents. Cette pratique a été abolie en Allemagne en 1936. En allemand *guillotine* se dit *fallbell* qu'on peut traduire par *hache tombante*, d'où la confusion

Ce dossier vous est proposé par Jean-Louis Ponnvoy et Patricia Perrot, qui ont effectué les recherches, la rédaction et la mise en page.

*Sources : « Stuttgart (19 avril 1944), sept cheminots résistants de Dijon et un employé municipal guillotiné*s» et biographies individuelles, *Maitron des Fusillés, Exécutés, Abattus*, par Jean-Louis Ponnvoy, contributeur. « *Cheminots victimes de la répression 1940-1945 Mémorial*», sous la direction de Thomas Fontaine, éd. Perrin/SNCF, Paris 2017. Wikipédia. Sites : *mémoire des Hommes*. « *cheminsdememoire.gouv.fr* ».ANMT, AD 21 et autres. J.O. sur BNF, Gallica.



CINÉMA : Suggestion de Patricia Petitimberty : à Chenôve(21), le 14.11.2024 à 19h30, à la Maison Pop Rouge, Ciné-Débat , en présence du réalisateur de : «Les cheminots dans la Résistance au régime nazi». Projection gratuite du film de Hermann Abmayr , dans lequel il est fait mention des sept cheminots et de leur camarade Résistants et condamnés à mort. Réalisé grâce à la forte implication du Comité d'Action Sociale de la SNCF, de l'ANCAC (association nationale des anciens combattants cheminots), de la Maison de Rhénanie-Palatinat, des chefs des établissements scolaires de Chenôve (Edouard Herriot, Le Chapitre, Carraz), Henri Dunant de Dijon, Marcel Aymé de Marsannay la Côte, Stephen Liégeard de Brochon, et de nombreux bénévoles cheminots. **Réservation obligatoire au 03 80 52 18 64 ,**

LIRE : Propositions de lectures de Patricia Perrot

« *Les cheminots victimes de la répression - 1940-1945. Mémorial* », Thomas Fontaine : l'auteur, historien, a rassemblé les fiches biographiques de tous les agents, employés ou anciens agents et employés de la SNCF décédés à la suite des mesures de répression de l'occupant ou du gouvernement de Vichy, quel qu'ait été le mode de leur exécution ou décès : fusillés après condamnation, otages exécutés, morts avant jugement dans les prisons, abattus ou massacrés, morts en déportation ou très peu de temps après leur retour. « *Si c'est un homme* » Primo Levi : Ce livre raconte l'Holocauste, la fin de l'Humanité au XXème siècle. C'est le récit d'un survivant, aux vivants, de l'Histoire des morts en camps de concentration. « *L'armée des ombres* » Joseph Kessel : le roman symbole de la Résistance, le récit de la guerre ou la désobéissance civile, la rébellion individuelle ou organisée sont devenues devoirs envers la patrie. « *Les opérations les plus extraordinaires de la seconde guerre mondiale* » Claude Quétel : l'auteur nous narre le récit d'une trentaine d'opérations méconnues, souvent loufoques et improbables, mais pourtant bien réelles. Sources à l'appui, il nous dévoile la préparation et le déroulement de ces « coups tordus », tous plus spectaculaires les uns que les autres. « *Jean Moulin* » Jean-Pierre Azéma : l'histoire singulière du héros de la Résistance qui a su coordonner les réseaux de Résistance intérieure, Londres, Alger et Washington. « *Moi René Tardi, prisonnier de guerre au Stalag IIB* » BD de René Tardi : dans cette BD (trilogie), l'auteur raconte à travers les carnets de son propre père, le temps de sa jeunesse, de la guerre et de sa captivité au stalag IIB. Ce roman familial est intime et très émouvant. « *Les évasions perdues* » BD de Thomas Legrand : l'éditorialiste de France Inter fait le récit des 5 ans d'emprisonnement de son père dans un stalag en Prusse orientale. « *Les enfants de la Résistance* » BD (9 albums) de Vincent Dugommier et Benoît Ers et roman jeunesse (7 tomes parus) avec Cécile Jugla : l'histoire d'un trio d'enfants François, Eusèbe et Lisa qui décident de désobéir et de résister pendant l'occupation allemande

ISSN 2417-467X. Directeur de la publication : Marc Charchaude. Rédactrice en chef : Patricia Perrot. Comité de rédaction : P. Perrot, M. Charchaude, B. Dupaquier, J.L. Ponnay, Reno, H. Perrot. Éditeur imprimeur : UAICF Dijon Artistique 12 rue de l'Arquebuse 21000 Dijon, uaicfdijon21@gmail.com. Réunions généalogie : rue Léon Mauris 21000 Dijon, selon calendrier, lundi a.m.. Contact : uaicfgenealogie21@gmail.com.